

4 février 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations franco-portugaises, la place du Portugal dans l'Union européenne et sa participation à la gestion des crises, notamment en Afrique et sur la préparation de la conférence entre l'Europe et l'Amérique latine, Lisbonne le 4 février 1999.

Monsieur le Président de l'Assemblée de la République,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Présidents,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Je tiens, Monsieur le Président, à vous remercier, en mon nom et au nom de tous mes compatriotes, pour votre accueil et aussi pour vos paroles pleines d'amitié.

Et je veux vous dire mon émotion d'être l'invité, aujourd'hui, du Portugal. Le Portugal qui fut en Europe la première nation à s'établir dans ses frontières. Le Portugal, sentinelle avancée de l'Europe, où l'âme portée par les vents et les vagues ne rêve qu'aventures.

Et quelles aventures, quel destin que ceux de votre pays ! Quel courage que celui de vos marins ! Bravant les légendes et la peur, ils forcèrent la " Mer des ténèbres ", où les bateaux, croyait-on, fondaient à l'équateur, où les serpents de mer n'attendaient que le moment d'engloutir les navires trop hardis. Ils taillèrent l'un des plus vastes empires de l'Histoire. Ils repoussèrent toujours plus loin les frontières de la géographie en même temps que celles de l'esprit. Le Portugal avec lequel nous, Français, partageons tant et qui est plus que notre partenaire, qui est en vérité notre frère en Europe.

Aussi est-ce un honneur et un plaisir que d'être reçu ici, dans ce lieu prestigieux, siège depuis plus de cent soixante ans du Parlement portugais. C'est un honneur que de pouvoir m'exprimer devant les élus de votre nation et de pouvoir m'adresser ainsi au peuple portugais tout entier auquel j'apporte le salut fraternel du peuple français. C'est un honneur que vous me faites en vous réunissant en séance plénière pour accueillir le Président de la République Française. Et c'est un immense plaisir, pour le parlementaire que je fus, de retrouver l'atmosphère de l'hémicycle, cette enceinte où bat le cœur de la démocratie, où s'incarne la volonté du peuple, où se dessine l'avenir.

Il y a un quart de siècle, les Portugais, rompant résolument avec la longue et sombre période de la dictature, recouvaient la liberté. Nombreux furent dans le monde ceux qui suivirent avec enthousiasme et sympathie la " Révolution des Oeillets ". Et d'abord, bien sûr, en France. La France qui avait accueilli tant de vos compatriotes en exil.

Cette rupture, si longtemps espérée, démocratiquement maîtrisée, produisit ses effets bien au-delà de vos frontières. Notamment en Amérique Latine, comme si des nations avaient attendu ce signal, votre signal, pour prendre à leur tour le chemin de la liberté.

Alors, rétablies dans leur intégrité, les valeurs démocratiques, auxquelles votre peuple n'avait jamais renoncé, ont retrouvé pour toujours droit de cité. Les institutions représentatives se sont rapidement enracinées, vivantes, nourries du pluralisme politique, exaltant les libertés individuelles et les droits fondamentaux de la personne humaine. Vous en êtes les acteurs éloquents.

Alors, votre pays a pu rejoindre tout naturellement sa famille, l'Europe, au rang que son passé glorieux et sa culture puissante lui conféraient de droit.

Alors, Portugais et Français se sont pleinement retrouvés.

Ils ont relancé leur dialogue. Celui de deux grandes nations, qui furent deux berceaux de civilisation. Qui affirmèrent au long de l'Histoire, avec la même tenace détermination, leur caractère singulier. Qui exercèrent des responsabilités à l'échelle du monde et dont la culture rayonne encore sur tous les continents.

Un dialogue nourri de longue date par les centaines de milliers de Portugais présents sur le sol français. Vos compatriotes forment chez nous l'une des toutes premières communautés étrangères. Peut-on d'ailleurs qualifier d'étrangère une communauté appartenant à l'Union européenne et qui s'est si remarquablement intégrée ? Apportant à la France tant sur le plan matériel que sur les plans culturel et spirituel. Une communauté ardente et courageuse, dynamique, et qui nous a tant apporté. Une communauté fière aussi de ses racines et fidèle à ses traditions, légitimement attachée à sa patrie d'origine. Aujourd'hui, en ce lieu, je souhaite lui rendre un hommage à la fois chaleureux et amical.

Désormais, notre dialogue est celui de deux peuples qui ont destin lié, parce qu'ils construisent ensemble l'Europe.

Dès l'origine, la France a applaudi et encouragé votre engagement européen au lendemain même de votre révolution démocratique. Que de chemin parcouru en une seule génération ! Que d'efforts déployés depuis la demande d'adhésion du 28 mars 1977, l'un des actes fondateurs du premier gouvernement constitutionnel présidé par Monsieur Mario Soares ! Quelle constance dans la volonté d'accélérer l'Histoire pour vous hisser au premier rang de l'Europe !

Je tiens à saluer les femmes et les hommes de votre pays qui ont su éclairer l'avenir et maintenir le cap. Ici comme ailleurs, et peut-être plus qu'ailleurs, le souvenir d'un passé national ouvert sur le grand large pouvait rendre difficile l'acceptation de l'Union Européenne. Mais ici, mieux qu'ailleurs, la grande majorité de vos responsables politiques et le pays dans son ensemble ont compris qu'il fallait aller de l'avant. Que nos vieux Etats-nations, pour exister dans le monde de demain, pour maîtriser leur destin, devaient d'abord se unir.

Les efforts consentis par tous, dans une admirable continuité politique, ont porté leurs fruits.

Votre pays connaît un essor rapide et constant. Il le doit à son ouverture résolue, et d'abord à sa participation à l'Europe.

Vos succès sont remarquables. Forte d'une activité industrielle et commerciale soutenue, votre croissance économique impressionne. Votre inflation est jugulée. Vos déficits sont maîtrisés.

Votre taux de chômage est l'un des plus bas de l'Union. Votre pays devient l'une des toutes premières destinations des investissements en Europe. Et les entreprises françaises le savent bien. Grandes ou petites, elles ont fait du Portugal un partenaire économique majeur pour la France.

Et nous voilà aujourd'hui engagés, avec neuf autres partenaires, dans le projet de l'euro sans que nous ayons rien sacrifié de nos politiques sociales, de nos intérêts nationaux, de notre identité.

L'année 1999 s'est en effet ouverte sur un événement considérable : pour la première fois depuis la Rome antique, les Européens ont une monnaie unique. Sa création au jour dit, au terme d'un long processus qui a fait converger onze économies vers les mêmes objectifs atteints au même moment, est bien la victoire d'une volonté collective. Quelles que soient les difficultés, les Européens ont su rendre possible ce qui était, à l'évidence, nécessaire.

Nécessaire pour la croissance et donc pour l'emploi, l'euro conduira l'Europe plus loin dans la coordination de ses politiques économiques et sociales. Il est générateur d'ambition, il est moteur de progrès pour tous les Européens. Il est aussi une bonne nouvelle pour le monde.

Monnaie de la première puissance économique et commerciale de la planète, l'euro contribuera à

monnaie de la première puissance économique et commerciale de la planète, l'euro contribuera à un meilleur équilibre du système financier international, comme l'a d'ailleurs montré l'accueil très positif que lui ont réservé les places financières du monde entier.

Mais au-delà des solidarités concrètes dont l'euro est la plus forte expression, Portugais et Français partagent d'abord la même idée de l'homme et la même ambition politique pour l'Europe, le même attachement à la liberté, à la démocratie, à la solidarité, au progrès, à la paix. Ces valeurs, où peuvent-elles mieux s'exprimer qu'ici, au Parlement, où sont pensées, débattues, rédigées les lois qui s'appliquent à chacun pour le bénéfice de tous ? A cette tribune où vous-même, Monsieur le Président, regrettiez, il y a quelques semaines, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, que ces droits, reconnus à tous, restent néanmoins trop souvent lettre morte. A cette tribune, Monsieur le Président, où vous appeleriez de vos voeux, je vous cite : " Un nouveau pacte, un nouvel ordre mondial qui permette enfin de réaliser le plus généreux de tous les projets : celui qui associe la liberté à l'égalité et à la fraternité ".

Comment ne serais-je pas touché, Monsieur le Président, par cette référence à la devise de la République française, héritée de notre Révolution ? Comment ne pas y voir cette communauté d'idéaux qui nous invite, Portugais et Français, à mener ensemble, en Europe et dans le monde, les grands combats, pour abolir, je vous cite encore, Monsieur le Président : " dans la famille universelle, les frontières entre dominants et dominés, privilégiés et exclus, riches et pauvres, lettrés et illettrés ".

Le Portugal présidera l'Union européenne à compter d'une date qui marque l'imaginaire des peuples, le 1er janvier 2000. Et c'est la France qui lui succédera pour le second semestre de la même année. Eh bien, mettons à profit cette année 2000 sous présidence luso-française pour faire progresser notre vision commune de l'Europe !

Je l'ai déjà dit, nous ne construisons pas les Etats-Unis d'Europe, mais l'Europe unie des Etats. Une Europe exemplaire par sa pratique démocratique.

Une Europe qui assure la juste représentation de ses membres comme la prise en compte équitable des intérêts et des préoccupations de chaque pays et de chaque peuple. C'est dans cet esprit que l'Union devraachever la réforme de ses institutions avant de s'élargir. Elle devra rechercher l'efficacité collégiale, sans dilution d'identité, dans le respect de nos nations libres, souveraines, fières de leur histoire, attachées à leurs traditions et à leurs cultures, mais qui veulent bâtir ensemble une communauté de destin. La France et, je le sais, le Portugal, partagent le même souci de réussir cet équilibre sans précédent dans l'histoire.

Une Europe démocratique, mais aussi une Europe solidaire, attentive au sort des plus faibles.

Une Europe généreuse, qui conjugue les succès économiques et le progrès humain. Portugais et Français partagent, là encore, un même attachement à la dimension sociale de l'Europe. Pour vous comme pour nous, la défense et l'approfondissement de notre modèle social arrivent au premier rang de nos priorités, tout comme notre détermination à lutter par tous les moyens contre les fléaux du chômage et de l'exclusion. Vous et nous avons milité pour l'adoption d'un Pacte européen pour l'emploi.

Forte de ses valeurs et de son modèle social, confortée dans sa construction économique par le lancement réussi de l'euro, l'Union doit désormais se consacrer davantage à l'élaboration d'une politique étrangère et de sécurité commune, indispensable à l'émergence d'un monde multipolaire harmonieux.

Ayant dû lutter si souvent dans notre histoire pour notre liberté, vous et nous savons le prix de la paix. La paix qui est au cœur du projet européen. La paix sur notre continent d'abord. Mais aussi la paix que nous devons aider à construire partout dans le monde. Et c'est pourquoi vous et nous souhaitons doter l'Union des moyens d'agir quand elle l'estime nécessaire, quand ses intérêts sont en jeu, quand ses idéaux humanistes sont bafoués.

Il y faudra du temps et de la persévérance, je le sais. Mais cette année, avec la mise en œuvre du Traité d'Amsterdam et le prochain Sommet qui marquera le cinquantième anniversaire de l'Alliance atlantique, des progrès significatifs peuvent être accomplis.

Dans le cadre d'un partenariat transatlantique plus fort parce que plus équilibré, l'Europe de la

défense peut se construire sur la pierre d'angle que représente la déclaration franco-britannique de Saint-Malo. Je me réjouis de l'accueil favorable qui fut réservé à Lisbonne, comme d'ailleurs, dans les autres capitales européennes, à cette déclaration. Désormais, c'est tous ensemble que nous devons agir pour que l'Union puisse jouer tout son rôle dans le règlement des crises qui la concernent.

Partageant la même vision d'un monde plus juste et en paix, Portugais et Français doivent enfin oeuvrer la main dans la main sur la scène internationale.

Depuis plus de cinq siècles, par sa vocation maritime, le Portugal exerce son influence dans le monde. Au long de l'histoire, il a noué des liens privilégiés avec de très nombreux pays. Il a un rôle important à jouer dans le concert des nations.

Ainsi avez-vous accueilli et animé, ces dernières années, de grands rendez-vous internationaux, comme le Sommet de l'OSCE et la conférence ministérielle de l'OTAN. Ainsi, 1998 aura-t-elle marqué, avec éclat, votre intérêt pour les affaires du monde. L'Exposition Internationale de Lisbonne a constitué un événement international exceptionnel. Au-delà de son thème, celui des Océans, capital bien sûr pour notre planète, elle a été l'occasion de rencontres et d'échanges politiques, de manifestations internationales, comme la première Conférence mondiale des Ministres de la jeunesse, ou la réunion des Ministres européens de l'environnement, qui ont permis d'aborder les grands défis de l'avenir.

Votre voix, vous la faites entendre dans les grandes enceintes internationales et notamment aux Nations Unies. Votre participation aux opérations de maintien de la paix, votre récente présence au Conseil de Sécurité, soulignent votre rôle d'acteur essentiel, responsable et dynamique dans la gestion des grandes crises auxquelles la communauté internationale demeure confrontée.

Dans les Balkans d'abord, où nos soldats sont engagés côté à côté. Nous devons, avec tous nos partenaires de l'Europe et de l'Alliance, unir nos efforts, comme nous l'avons fait en Bosnie, pour éteindre au Kosovo un incendie qui menace de proche en proche l'ensemble de la région. Pour que la démocratie et le respect des droits de l'homme l'emportent enfin sur l'agression et la terreur.

En Afrique ensuite, cette Afrique que vous et nous connaissons bien et aimons sincèrement.

Vous le savez, la France s'est engagée, depuis plusieurs années, dans une approche rénovée de sa relation à l'Afrique, une relation à la fois fidèle et ouverte. Le temps n'est plus aux prés carrés. Vous et nous, qui avons exercé des responsabilités en Afrique et qui avons à cœur son avenir, nous devons unir nos efforts pour contribuer à plus de stabilité sur un continent trop souvent déchiré par les conflits, les luttes ethniques, la fragilité des Etats. Je pense en particulier à la région des Grands Lacs. Je pense aussi à l'Angola qui avait commencé de rebâtir, qui avait repris confiance mais où résonne à nouveau le fracas des combats. Nous devons ensemble y soutenir de toutes nos forces le processus de paix et appeler au strict respect du protocole de Lusaka.

Ensemble encore nous devons accompagner les efforts de réconciliation en Guinée-Bissao et la France est bien déterminée à être la main dans la main avec le Portugal dans cette affaire comme dans les autres.

La paix donc, mais aussi le développement de l'Afrique. Le Portugal et la France sont convaincus que la solidarité internationale demeure plus que jamais nécessaire. C'est pourquoi nos deux pays militent pour le maintien de l'aide publique au développement sans laquelle il n'y a pas de justice ni de progrès.

Je salue l'initiative prise par votre gouvernement de réunir l'an prochain le premier Sommet entre l'Afrique et l'Union européenne. La France se tient à vos côtés pour réussir cette rencontre de nos deux continents.

Mais l'Histoire propose un autre grand rendez-vous à l'Union européenne. Cette fois-ci avec l'Amérique Latine qui s'affirme comme l'un des pôles du monde de demain. Une Amérique Latine où le Portugal conserve des liens très étroits et très puissants, illustrés lors du récent sommet de Porto, et où la France est présente par ses départements d'Outre-Mer de la Caraïbe et de la Guyane. Sur proposition de l'Espagne, du Portugal et de la France, se tiendra en juin

prochain, à Rio, en terre lusophone, le premier Sommet entre les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union européenne, de l'Amérique Latine et de la Caraïbe. Préparons ensemble son succès dans les domaines politiques, économiques et culturels !

En Asie aussi nous pouvons faire progresser la solidarité, la justice et la paix. Cette Asie vers laquelle s'élancèrent jadis vos navigateurs, où la France fut si longtemps présente et où le Portugal continue d'exercer des responsabilités directes. Plus que jamais, nous devons soutenir les efforts déployés, sous l'égide du Secrétaire Général des Nations Unies, pour donner enfin au douloureux problème du Timor oriental une solution acceptable par tous mais surtout conforme aux aspirations légitimes des habitants de ce territoire.

C'est ensemble enfin que nous devons lutter à l'échelle du monde, dans toutes les enceintes, contre les grands fléaux de notre temps : les atteintes à l'environnement et les grandes endémies, le terrorisme, le crime organisé et les trafics de drogue et d'argent sale. Ces maux qui gangrènent nos sociétés et compromettent l'avenir de nos jeunes. C'est dans cet esprit que j'ai tenu à saluer ici, à Lisbonne, les efforts que déploie l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies.

Au fond, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Portugais et Français, nous nous ressemblons beaucoup. Nous sommes deux vieilles nations, parmi les plus anciennes d'Europe, et qui se sont souvent battues pour leur indépendance. Nous sommes deux peuples qui ont toujours combattu pour leur liberté. Nous sommes deux âmes irrésistiblement attirées par le grand large et l'universel, deux foyers de civilisation qui ont essaimé de par le monde.

Nous partageons cette sensibilité, ce sentiment latin qui nous fait aimer les mêmes choses et aspirer aux mêmes idéaux. Nous sommes d'accord sur ce qui est essentiel : l'homme, sa liberté, sa dignité, sa place dans notre société, son avenir à l'heure de la mondialisation. Nous avons le même souci de faire que cette mondialisation, dont nous mesurons bien les chances mais aussi les risques, soit pour tous une chance.

Héritiers de deux grandes cultures et de deux langues parlées sur les cinq continents, nous sommes déterminés à nous battre pour la diversité linguistique et culturelle face au danger de l'uniformisation.

Eh bien, Mesdames et Messieurs, Chers Amis, cette proximité, cette fraternité, mettons-les au service des causes qui nous sont chères. Et d'abord celle de l'Europe. L'Europe des hommes, l'Europe des jeunes, l'Europe du cœur, avec ce supplément d'amour que nous voulons y retrouver. Mettons-les au service du monde où nous devons agir ensemble pour que des millions de femmes et d'hommes ne vivent plus dans la crainte, la misère, la maladie, le malheur.

Voilà mon ambition pour l'amitié entre nos deux peuples. Unis, mobilisés, le Portugal et la France doivent faire progresser leur vision commune de l'Europe et du monde.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je vous remercie.